

de son admission, afin de ne pas avoir de mécompte plus tard.

La dette publique de l'île est, en outre, très considérable, proportionnellement à ses revenus et, avant de s'en charger, le Canada devra y réfléchir à deux fois.

Le poids d'une livre La Semaine Commerciale nous accuse d'avoir affirmé des énormités, en disant qu'une livre de sucre peut rendre plus que son poids d'alcool !

Nous avons dit qu'une livre de sucre peut rendre une chopine d'alcool. Ce n'est peut-être pas exact à un drachme près ; mais c'est suffisamment exact pour les besoins de la discussion. Maintenant, le confrère prétend qu'une chopine d'alcool pèse plus qu'une livre de sucre.

Il faut que la livre de sucre, chez l'épicier du confrère, soit bien légère ou que l'alcool, chez son débiteur de liqueur, soit additionné de beaucoup d'eau. En effet, pour nous servir du système métrique qui est le plus rationnel, dans ces sortes de calculs, un litre d'eau distillée pèse exactement un kilogramme, une pinte d'eau pèse, par conséquent, deux livres, une chopine d'eau pèsera une livre. Or, l'alcool est beaucoup plus léger que l'eau, chacun sait ça. Les poids spécifiques de l'alcool du commerce à 95 p.c. de pureté est de 822 soit 17.8 p.c. de moins que l'eau distillée ; donc une chopine d'alcool, à 95 degrés doit peser 17.8 p.c. de moins qu'une livre de sucre.

Le sucre pur et l'alcool se composent des mêmes éléments chimiques, sous une forme de combinaison différente, ce qui explique le peu de perte qu'il y a dans la conversion.

L'alcool pur se compose de carbone (4 parties) d'hydrogène (6 parties) et d'oxygène (2 parties) tandis que le sucre, composé des mêmes éléments, contient 12 parties de carbone pour 11 parties d'hydrogène et autant d'oxygène. En se transformant en alcool, il perd pendant la fermentation alcoolique de l'oxygène et du carbone, sous forme d'acide carbonique, tandis que l'hydrogène devient l'élément prépondérant.

L'alcool absolu a un poids spécifique de 0.794 et l'alcool à 40 degrés Cartier (95 Gay Lussac, 96 Sykes) pèse 0.814 de son volume d'eau.

D'après le *Tobacco Journal*, la population des États-Unis consomme 360 cigares et 300 cigarettes par année par chaque adulte mâle. C'est plus qu'aucun autre pays du monde.

LA SITUATION DES BANQUES

L'année 1895 a trouvé nos banques avec une circulation moindre de \$2,000,000 qu'au 1er janvier 1894, avec \$13,000,000 de plus de dépôts et \$3,000,000 de moins d'escomptes. C'est-à-dire qu'elles ont \$8,000,000 de moins dans les placements qui gagnent les dividendes et qu'elles ont à leur disposition \$13,000,000 de plus, sur une partie desquelles elles doivent payer un intérêt de 3 à 4 p.c.

Il est vrai qu'elles ont \$7,000,000 de plus placées aux États-Unis, qui rapportent depuis 1 jusqu'à 4 p.c. ; \$3,400,000 de plus en prêts à demande qui rapportent 4 p.c., tandis que, l'année précédente, ces prêts rapportaient de 4½ à 5 p.c. ; mais cela ne suffit pas pour compenser la différence des autres placements et, comme toutes les banques ont payé leur premier dividende semestriel (sauf la banque Nationale qui n'a rien payé) sur le même pied que l'année dernière, il est assez dans l'ordre des choses possibles que le dividende de fin d'année soit moins élevé ou qu'on n'aura que peu de chose à ajouter au fonds de réserve.

C'est d'ailleurs, dans le but expressément énoncé de pouvoir maintenir les dividendes, c'est-à-dire les revenus des actionnaires, à un taux uniforme, que l'on a créé et que l'on entretient avec soin ce fonds de réserve. Ce qu'il y a donc de plus probable, c'est que nos banques canadiennes, si elles y sont forcées, distribueront, en dividendes, la plus forte partie de leurs bénéfices nets et laisseront le reste en fonds contingent disponible. Leurs actionnaires n'ont donc pas lieu de se préoccuper d'une diminution possible de leur revenu. Mais cela produirait sans doute quelque effet parmi les spéculateurs pour qui la valeur de l'action n'est que ce qu'elle pourra se vendre et non pas ce qu'elle peut rapporter de revenu.

Malgré la diminution si frappante des emplois sûrs et lucratifs pour l'argent, l'argent reste cher chez nous. La plus libérale des banques anglaises n'escompte pas le meilleur papier à moins de 6 p. c., et dans nos banques canadiennes, les clients les mieux cotés n'obtiennent rien à moins de 7 p. c. On ne prête pas pour remboursement à demande, à moins de 4 p. c. Tandis que, à quelques pas de nous, à New-York, où presque toutes nos banques ont de fortes sommes placées, les prêts à demande sont à 1 p. c. et l'escompte des meilleurs effets commerciaux à 3 ou 4 p. c.

Tous les producteurs voient leurs

profits diminuer, tous les produits naturels ou manufacturiers, sont à vil prix ; et cependant le capital seul demande la même rémunération qu'autrefois.

On se demande ce qui adviendrait si les institutions, qui détiennent ce capital, se décidaient à le prêter à de meilleures conditions sans se départir des règles de la plus stricte prudence dans ces prêts. N'est-il pas évident que bien des ressources naturelles de notre pays, actuellement inexploitées et improductives, pourraient trouver des capitaux pour les exploiter et fourniraient ainsi du travail à des milliers de nos compatriotes qui, aujourd'hui, se voient forcés d'émigrer aux États-Unis ? Le capital est l'outil le plus important de toute entreprise industrielle ; plus l'outil est dispendieux ; donc, en diminuant le coût du capital, on diminue les frais d'exploitation et on favorise le succès de l'entreprise.

Mais ces considérations toucheront probablement fort peu nos banquiers.

On nous dira peut-être que ce n'est pas le moment d'abaisser le taux de l'escompte, lorsque l'on a peine à gagner un dividende raisonnable avec les taux actuels.

Si les cultivateurs ont peine à réaliser 4 ou 5 p.c. sur leur capital ; si les industriels ont peine à gagner l'entretien de leur matériel, sans parler de l'amortissement ; si les négociants sont obligés de prendre sur les profits d'autant pour balancer leur feuille de bilan à cette fin d'année, pourquoi ne demanderions-nous pas aux actionnaires des banques de se contenter de 6 au lieu de 7 p.c., de 7 au lieu de 8 p.c., de 8 au lieu de 9 ou de 10 p.c. sur leurs capitaux ? Ah ! c'est que ces Messieurs, grâce à la hausse factice des actions à la bourse, ont souvent payé leurs actions à des prix qui font ressortir les dividendes à 4 ou 5 p.c. seulement. A qui la faute ? A la spéculation, évidemment, et rien qu'à elle. Une diminution de 1 p. c. dans le dividende, représenterait pour eux une diminution du double ; les actions baisseraient en proportion et voilà ce qu'il faut éviter à tout prix.

Nous nous sommes laissé aller à des réflexions qui sortent un peu du cadre ordinaire de nos commentaires sur la situation des banques ; mais nous les avons depuis longtemps sur le cœur et, quoique nous n'espérons pas qu'elles produisent le moindre effet pour le moment, nous avons cru bon de les mettre